**L'Orient – Le jour 31-10-2019**

# Croissance : l'IFI baisse encore ses prévisions pour le Liban

**RAPPORT**

***M. A.***

L'Institut de la finance internationale (IFI), qui rassemble plus de 450 banques et institutions financières à travers le monde, mise dans son dernier rapport publié hier sur une contraction du PIB de 1,6 % en 2019 et de 1,9 % en 2020. Il s'agit de la troisième révision à la baisse de ses prévisions pour le Liban en moins de six mois. L'IFI avait en effet tablé sur un PIB à -0,6 % en 2019 et +2,5 % en 2020 dans un premier rapport publié en mai, puis à -0,8 et +0,7 % dans un second datant de mi-octobre.

Ce nouveau rapport de l'IFI survient au lendemain de la démission du Premier ministre, Saad Hariri, qui a apaisé, du moins temporairement, les manifestations massives contre les dirigeants politiques qui ont démarré il y a deux semaines. Une décision du chef de l'exécutif qui a un peu plus nourri l'incertitude sur les marchés concernant la stabilité financière du pays déjà fragile, a précisé l'économiste en chef de l'IFI pour la zone MENA, Garbis Iradian, qui a une nouvelle fois rappelé la nécessité de réformer l'économie et freiner la hausse de la dette publique. « Sans ajustement significatif ni soutien externe, les perspectives économiques s'assombriront davantage pour le pays qui restera coincé dans un cercle vicieux avec une dette en hausse, des taux d'intérêt élevés et une baisse des investissements privés », a résumé l'économiste.

**Dégradation de Fitch**

Pour lui, deux scénarios peuvent être envisagés à ce stade. Un premier, dans lequel les dirigeants libanais ne lanceraient à court terme qu'une partie des réformes et ne débloqueraient qu'une fraction des financements extérieurs auxquels ils peuvent prétendre – soit via l'enveloppe des donateurs de la Conférence de Paris d'avril 2018 (CEDRE), soit via un programme d'aide du Fonds monétaire international (FMI) –, une piste évoquée dans le rapport. La croissance resterait alors inférieure à 1 % sur le moyen terme, tandis que le déficit public atteindra 1,9 % du PIB en 2020 grâce aux mesures exceptionnelles intégrées dans le budget 2020, dont le projet a été adopté il y a dix jours par le gouvernement, pour ensuite remonter à 8 % dès 2021. Parmi les mesures exceptionnelles adoptées par l'exécutif, figure une taxe de 2 % sur le chiffre d'affaires des banques réalisé en 2019 et dont elles devront s'acquitter en 2020, ou encore une contribution de 3,4 milliards de dollars du secteur bancaire et de la Banque du Liban visant à réduire le service de la dette.Dans le second scénario – le gouvernement lance toutes les réformes attendues, débloque les plus de 11 milliards de dollars de prêts et dons réservés lors de la CEDRE et obtient des financements additionnels du FMI –, l'IFI table alors sur une poussée de la croissance qui passerait alors de 1,3 % en 2020 à 4 % en 2024. Ce niveau restera toutefois insuffisant pour endiguer le chômage estimé à 20 %, et à 35 % pour celui des jeunes, juge l'IFI. Le rapport de l'institut n'est pas la seule mauvaise nouvelle survenue hier pour l'économie libanaise. L'agence de notation américaine Fitch, l'une des trois principales avec Moody's et Standard & Poor's, a baissé hier les notes de deux grandes banques libanaises qu'elle évalue, Bank Audi et Byblos Bank, de « CCC » à « CCC - ». Cette baisse est due au risque de liquidité à cause des « tensions politiques » et des « troubles sociaux ».

Fitch avait dégradé d'un cran la notation souveraine du pays en août (« CCC »). Moody's (Caa1) et S&P (« B- », négative) ont récemment placé le pays « sous surveillance ».